



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Discours de conclusion de Bruno Le Maire devant la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)

**Mardi 25 avril**

***Bercy***

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

*Seul le prononcé fait foi*



Bonjour à tous,

En tout cas, je voudrais à nouveau remercier Jean-Baptiste Ondaye de son invitation et évoquer les chocs conjoncturels auxquels nous sommes tous confrontés actuellement, pour voir quelles réponses peuvent y être apportées.

Je crois que les échanges de ce jour ont permis d'identifier les facteurs de redressement des économies de la zone CEMAC et je voudrais insister sur 3 messages.

En premier lieu, c'est le fait que l'intégration régionale et la coopération monétaire en Europe comme en Afrique sont des facteurs de résistance très puissants aux chocs. Je vois bien que cette intégration régionale aujourd'hui est un lieu où s'exerce la solidarité entre les Nations qui permet d'atténuer les chocs. On le voit au niveau européen dans la zone euro, on le voit aussi dans la zone CEMAC avec une résilience qui est supérieure dans la zone CEMAC à celle de la moyenne des pays africains. Je pense que ce succès doit beaucoup aux décisions de politique économique qui ont été prises par les pays et par les institutions de la zone. Il n'est jamais facile de s'engager dans une démarche de consolidation lorsqu'il y a des déséquilibres budgétaires. Il n'est jamais facile, le gouverneur de la Banque de France en sait quelque chose, de poursuivre une politique monétaire plus restrictive quand il y a des poussées inflationnistes mais ces efforts sont nécessaires pour se débarrasser de l'inflation et rétablir les grands équilibres. Cette intégration régionale s'accompagne aussi d'une exigence de responsabilité sur les réponses communes et sur les règles communes. Je pense que vous avez eu l'occasion d'en parler ensemble.

En deuxième lieu, je veux insister sur le fait que les pays d'Afrique centrale peuvent compter sur votre engagement total pour vous accompagner dans vos priorités de développement. Nous avons parfaitement conscience qu'il y a un risque aujourd'hui de grandes divergences entre les pays développés et les pays en développement et nous voulons évidemment apporter des réponses qui soient fortes.

*Seul le prononcé fait foi*



Je veux d'abord rappeler tous les efforts et toutes les décisions qui ont été prises depuis plusieurs mois. Sur la stabilisation macroéconomique, le G20 a joué un rôle majeur. Il a allégé le poids de la dette des pays africains, il a suspendu le service de la dette à hauteur de 500 millions d'euros pour les Etats de la CEMAC. Il a apporté une réponse coordonnée au risque de surendettement des économies avec le cadre commun pour le traitement de la dette, il a soutenu les pays affectés via la mobilisation du droit de tirage spéciaux des différents pays à hauteur de 1,5 milliard d'euros pour la CEMAC. Donc tout ça, ce sont des réponses très concrètes aux difficultés de développement.

Sur la réponse aux besoins de financement des économies africaines, il y a également des avancées importantes qui ont été obtenues avec une reconstitution de l'Association internationale pour le développement, plus gros bailleur de l'Afrique, avec 93 milliards de dollars de ressources. Le renforcement de l'effort financier de l'Union européenne en Afrique : 150 milliards d'euros d'ici 2027 qui ont été annoncés lors du sommet Union européenne - Union africaine en février 2022, avec certains projets qui se situent évidemment en CEMAC.

Et enfin, un renforcement de la priorité Afrique de l'AFD au niveau bilatéral avec un volume historique de 15,5 milliards d'euros qui ont été déployés sur le continent sur la période 2020 - 2022. En CEMAC, les engagements actuels de l'AFD totalisent 3 milliards d'euros, ce qui est une somme évidemment importante, et près de 900 millions d'euros additionnels pourront être mobilisés pour les deux prochaines années. Le soutien au secteur privé a également été identifié comme un enjeu clé pour le renforcement du potentiel de croissance des économies africaines et plusieurs initiatives importantes ont été promues et mises en œuvre.

D'abord l'alliance pour l'entrepreneuriat au niveau multilatéral qui a été signée à Dakar en début d'année 2022, qui contribue à une mobilisation renforcée, mieux coordonnée des bailleurs ; au niveau bilatéral, avec l'initiative Choose Africa, l'AFD a déployé 3 milliards d'euros au bénéfice du secteur privé africain, financé 26 000 PME africaines.



Enfin, alors que la guerre en Ukraine a mis en évidence le défi de la sécurité alimentaire, la France a pris plusieurs initiatives majeures : le développement agricole en Afrique avec le FIDA, l'initiative Farm et, à travers le groupe AFD, l'accompagnement du développement des acteurs des chaînes de valeur agricole en Afrique avec 1,5 milliards d'euros déployés par le groupe AFD sur 10 ans pour des solutions de financement aux acteurs privés.

Ce sommet pour un nouveau pacte financier, dont nous avons beaucoup parlé ensemble et qui aura lieu fin juin à Paris, est un enjeu majeur voulu par le président de la République pour aller plus loin dans la mobilisation des financements et éviter le risque de divergences des pays vulnérables. Les besoins financiers des pays en développement sont croissants et le durcissement des conditions de financement fragilise ces économies. Donc, nous devons trouver de nouvelles modalités de financement, réformer les financements internationaux, réformer la Banque mondiale.

Tout cela fait partie des enjeux absolument majeurs du sommet pour un nouveau pacte financier qui se tiendra à l'initiative du président de la République les 22 et 23 juin prochain. Il doit apporter des réponses dans 3 directions : amélioration et accroissement de l'offre de financement des institutions financières internationales, mobilisation des DTS comme l'a fait la France et comme la France incite à le faire pour d'autres pays, accroissement de l'investissement public et privé et développement de solutions innovantes pour financer la lutte contre le changement climatique.

Je pense que les échanges qui ont eu lieu ce matin ont permis d'alimenter ces réflexions en vue du sommet et je suis convaincu que ce sommet des 22-23 juin sera une étape très importante dans la mobilisation de nouveaux financements et de nouvelles modalités de financement pour les pays qui en ont le plus besoin à travers la planète.

Je vous remercie.

*Seul le prononcé fait foi*